

Gestion communautaire des conflits et promotion de la paix: Connaissances, attitudes, pratiques de populations du Territoire de Masisi en Province du Nord Kivu

[Community management of conflict and peace promotion: knowledge, attitudes and practice of Masisi territory population in North-Kivu Province]

P. Muhumu Mututa¹ and P. Mulongo Mbarambara²

¹Département de Santé Publique, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Kanyamulanda, Walungu, Sud-Kivu, RD Congo

²Département de Sages-femmes, Institut Supérieur des Techniques Médicales de Bukavu, Bukavu, Sud-Kivu, DR Congo

Copyright © 2016 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: *Introduction:* Since more than two decades, the territory of Masisi in North-Kivu province is dived in a crisis whose contours are far to be known. The objective of this study was to assess knowledge, attitudes and practices of the population of Kamuronza grouping concerning management of conflicts and peace promotion in view to contribute to the funding of the peace in North Kivu province.

Methods: In November 2015, a descriptive study has been conducted close to 448 people inhabitants the seven localities of Kamuronza grouping nearby from a questionnaire and focus groups.

Results: Of land conflicts, identity, socio-economic, bound to rapes and sexual violence and based on the gender and those related to the abuse of the power and the exploitation and the natural resource depredation have been identified. Knowledge of the population of the grouping of Kamuronza concerning management of conflicts and peace promotion were insufficient. A negative attitude persistence within the population has been observed as well as a good practice insufficiency concerning management of conflicts and peace promotion.

Conclusion: The population directly concerned by these conflicts is to place to the center of the solution research while privileging the backing of his community capacities concerning management of conflicts and peace promotion and the social dialogue that will permit him to understand reasons of conflict and their dynamics better, and, will give him means to formulate some concerted actions in favor of the peace.

KEYWORDS: peace promotion, conflict, Masisi, KAP.

RESUME: *Introduction:* Depuis plus de deux décennies, le territoire de Masisi au Nord-Kivu est plongé dans une crise dont les contours sont loin d'être connus. L'objectif de cette étude était d'évaluer les connaissances, attitudes et pratiques de la population du groupement Kamuronza en matière de gestion des conflits et de promotion de la paix en vue de contribuer à la consolidation de la paix en province du Nord Kivu.

Méthodes: En novembre 2015, une étude descriptive a été menée auprès 448 personnes habitants les sept localités du groupement Kamuronza à partir d'un questionnaire d'enquête et de focus groupes

Résultats: Des conflits fonciers, identitaires, socioéconomiques, liés aux viols et violences sexuelles et basées sur le genre et ceux liés à l'abus du pouvoir et à l'exploitation et au pillage des ressources naturelles ont été identifiés. Les connaissances de la population du groupement de Kamuronza en matière de gestion des conflits et promotion de la paix étaient insuffisantes. Une persistance des attitudes négatives au sein de la population a été observée ainsi qu'une insuffisance de bonnes pratiques en matière de gestion des conflits et promotion de la paix.

Conclusion: La population directement concernée par ces conflits est à placer au centre de la recherche de solutions en privilégiant le renforcement de ses capacités communautaires en matière de gestion des conflits et promotion de la paix et le dialogue social qui lui permettra de mieux comprendre les causes de conflit et leurs dynamiques, et, lui donnera les moyens de formuler des actions concertées en faveur de la paix.

MOTS-CLEFS: promotion de la paix, conflit, Masisi, CAP.

1 INTRODUCTION

La partie Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est considéré comme l'épicentre des violences, des exactions et des violations des droits humains qui ont secoué le pays durant les deux dernières décennies [1]. La province du Nord Kivu en RDC a connu des conflits entre communautés locales liés à l'identité, à la terre et aux droits politiques pendant de nombreuses années. A partir des années 1990, ces conflits sont devenus de plus en plus violents. Tous les observateurs qui ont étudié les dynamiques de la région des Grands Lacs s'accordent sur le fait que les manipulations identitaires jouent un rôle important dans l'alimentation des conflits violents en territoire de Masisi [1], [2]. Bien des travaux confirment l'hypothèse de la trilogie « Terre – Pouvoir – Identité » pour expliquer la complexité et la permanence des conflits intercommunautaires en territoire de Masisi. Cette trilogie suggère que les conflits qui portent sur l'accès à la terre, et, par ricochet, aux ressources naturelles dont elle est le support, et leur usage ont, par essence, un caractère politique, mais aussi anthropologique. La terre reste le symbole absolu du pouvoir et de l'existence de l'homme [3], [4], [5], [6]. Le foncier en milieu rural dépasse donc le seul aspect de la gestion de la terre pour embrasser l'ensemble des rapports sociaux, économiques, juridiques et politiques qui en découlent.

Dans ce contexte, c'est la violence qui dicte les règles de jeu dans tout le territoire et spécifiquement en groupement Kamuronza. Cette faiblesse renforce l'idée selon laquelle le recours à la force représente le seul moyen de protéger les biens et les libertés individuelles. Cette idée a servi de soubassement pour exacerber les tensions entre communautés locales, et elle a plus spécifiquement provoqué une division entre les groupes sociaux dits autochtones, les communautés dont la présence était la plus solidement établie et les groupes ethniques.

Dans un tel contexte, l'aptitude à satisfaire ses besoins essentiels dépend des réseaux auxquels chacun appartient et à la position relative détenue dans le contexte. Dans les stratégies de stabilisation et sécurisation de l'Est de la RDC, la communauté internationale a souligné pour mettre à jour le mal congolais, « que pour pouvoir exploiter les institutions, ces dernières sont délibérément maintenues dans un état de faiblesse par les dirigeants. C'est pourquoi, l'État congolais est particulièrement susceptible d'être victime d'ingérences extérieures ; les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et autres institutions étatiques sécuritaires ne disposent pas de capacités suffisantes afin de remplir leurs fonctions régaliennes auprès des populations civiles et sont parfois utilisées afin de poursuivre des intérêts privés ; et l'État n'est pas en mesure de fournir un cadre administratif et réglementaire répondant aux besoins de la population » [3]. Compte tenu de ces dynamiques, la population vit dans une insécurité matérielle et institutionnelle permanente. Cela contribue à la formation de groupes exclusifs (en opposition à « l'autre »), souvent à caractère ethnique, desquels les individus dépendent pour leur sécurité. Ces tensions sont ensuite instrumentalisées par des entrepreneurs de conflit provoquant des cycles de violence. Ces dilemmes sécuritaires sont le produit de la nature patrimoniale de l'État, provoquant la faiblesse et la fragmentation des institutions de défense et de sécurité. L'État ne pouvant ou ne voulant pas protéger ses populations et leurs moyens de subsistance, les communautés ont tendance à se reposer sur les groupes armés pour leur défense. Le vide sécuritaire permet aux multiples groupes armés en compétition, de nourrir et propager leur influence et leurs intérêts [1], [7]. En plus, les moyens de subsistance étant très limités, les communautés se replient sur des identités tribales exclusives, sources de solidarité et de ressources, et s'identifient en opposition à d'autres communautés [8], [9], [10], [11], [12]. Le lien entre la terre et l'identité tribale ajoute une dimension économique à ce processus et solidifie encore plus les identités exclusives. Ces revendications sont facilement manipulées par les acteurs politiques et armés (les « entrepreneurs de conflits »).

Pour essayer de sauver la situation de l'Est de la RDC en général et en particulier celle du territoire de Masisi dont Kamuronza fait partie, il faudra poser les bases d'un système plus inclusif et transparent de gouvernance qui a pour objectif de promouvoir la paix et la cohésion sociale. En accroissant la participation du public à la prise de décision et en améliorant la transparence dans la mise en vigueur de ces décisions, les dialogues démocratiques pourraient renforcer la confiance de la population dans les institutions étatiques et encourager une plus vaste participation et augmenter la responsabilité civique en matière de gestion des conflits et de promotion de la paix. Il faudra également, placer les personnes directement touchées/concernées par le conflit au centre de la recherche de solutions aux tensions sociales inévitables. Le Dialogue

permettra aux personnes de mieux comprendre les causes de conflit et leurs dynamiques, et, leur donneront les moyens de formuler des actions concertées en faveur de la paix dans leurs communautés [2], [10]. C'est dans cette optique que la présente étude avait pour objectif d'évaluer les connaissances, attitudes et pratiques de la population du groupement Kamuronza en matière de gestion des conflits et de promotion de la paix.

2 MATÉRIEL ET MÉTHODES

Nous avons mené une étude descriptive transversale a porté sur le groupement Kamuronza de la chefferie de Bahunde. Le groupement de Kamuronza est l'un des six groupements de la chefferie de Bahunde en territoire de Masisi. Il est limitrophe à l'Est du parc national de Virunga et le lac Kivu, à l'Ouest par le groupement de Kaembe, au Nord par le parc de Virunga et le groupement de Mudja et au Sud par le groupement de Mupfunyi Matanda et Mupfunyi Shanga. Le groupement de Kamuronza est divisé en 7 localités dont Mubambiro, Kimoka, Nzulo, Kingi, Malehe, Katembe et Murambi. Les principaux groupes ethniques qui vivent dans ce groupement sont les hunde, les hutu, les tembo, les tutsi, les nyanga et les nandes, les havu, les shi et les pygmées. Les shi, les havu et les Pygmées constituent de groupes ethniques minoritaires. L'économie de ce groupement repose sur le secteur primaire (Agriculture, Elevage, petit commerce), résorbant à peu près 80% de la population. L'élevage du grand bétail fût pillé lors des conflits inter-ethniques et les guerres dites de libération qui se sont succédées depuis 1990, mais à présent, il a repris et ses fruits sont visibles sur le terrain. L'environnement politique de ce groupement, comme celui de tout le reste du territoire de Masisi est caractérisé, depuis plus de deux décennies, par une instabilité croissante et des conflits armés ; les populations continuent à en payer un lourd tribut. L'avènement des conflits armés au Nord- Kivu a affecté tous les secteurs de la vie quotidienne (économique, politique, social, culturel, etc.). En conséquence, les populations civiles ont perdu des biens économiques et socioculturels, des infrastructures sociales et d'intérêts publics. De paisibles citoyens ont été enlevés, tués et certains obligés de se déplacer vers des zones qui semblaient être sécurisées et bien d'autres se sont déplacés vers les pays voisins, l'Ouganda et le Rwanda [4], [6].

Les hommes et les femmes habitants le groupement Kamuronza ont été concernés par l'étude. Nous avons utilisé un échantillonnage probabiliste à plusieurs degrés. Nous avons considéré toutes les localités de ce groupement ; tous les villages composant ces localités ; tous leurs sous villages ainsi que tous les ménages qui composent les dits sous villages. C'est dans ces ménages, que nous avons trouvé les personnes interrogées. Un total de 448 personnes dont 63 personnes participants aux 7 focus group (un focus group de 9 personnes par localité) et 385 personnes participants aux interviews individuelles a été interrogé. Cet échantillon a été réalisé par la formule : $Z^2 \cdot p \cdot q / D^2$ (Z : coefficient de confiance à 95% ; p : nombre de personne possédant la caractéristique étudiée (50%) ; q : prévalence complémentaire ou 1- p ; D : degré de précision (0,05). Les personnes de plus de 18 ans habitant dans l'une de sept localités du groupement Kamuronza, qui étaient présentes au moment de la collecte des données et avaient accepté de participer à l'étude ont été incluses dans ce notre échantillon. Ont été exclues de cette étude, les personnes dont l'âge est inférieur à la tranche considérée, absentes dans les ménages le jour de l'enquête et celles qui n'ont pas accepté de participer à l'étude.

Toutes les informations ont été collectées à partir d'un questionnaire standardisé. Ce questionnaire était adressé aux personnes concernées pour recueillir leurs attitudes, connaissances, pratiques en matière de gestion de conflits et promotion de la paix. La technique d'interview était utilisée pour la récolte des informations quantitatives et le focus group pour la récolte des informations qualitative. Toutes les personnes interrogées ont été informées de l'objectif de l'étude à travers un message écrit qui était lu avant l'administration du questionnaire. De ce fait, chaque personne donnait son consentement avant de répondre aux questions. La participation à l'étude était donc volontaire

Les données collectées sur le terrain ont été saisies sur le logiciel Excel et analysées à l'aide du logiciel Statistica. Des statistiques descriptives usuelles ont été calculées en fonction de la nature des variables étudiées.

3 RÉSULTATS

CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES ET PROFESSIONNELLES DES ENQUETES

83 % de nos enquêtés étaient des hommes contre 17% des femmes. Ils représentaient 85% de mariés et 1,6 % de veufs. Le niveau d'étude dominant était le baccalauréat (40 %) alors que les analphabètes ne représentaient que 1 %. La pédagogie générale a été le domaine d'étude le plus dominant (41,1 %) au moment où la technique sociale venait en dernière position avec 12,7%. La majeure partie des personnes interviewées était de la carrière enseignante (29,7 %) alors que l'autodéfense locale représentait 12,5% des enquêtés. Les chrétiens représentaient 83% parmi lesquels 41 % de catholiques. 68% des

enquêtés étaient de retournés (personnes qui étaient en déplacement interne) alors que 32% n'avaient pas été concernés par le déplacement interne. L'âge moyen des enquêtés était de 40 ans avec minimum 20 ans contre un maximum 70 ans).

LES PRINCIPAUX CONFLITS, LES ACTEURS AINSI QUE LEURS INTÉRÊTS

Les conflits fonciers coiffent la liste des conflits communautaires cités dans cette enquête (48%), suivi des conflits identitaires (44%), des conflits socioéconomiques (40%) et 23% des conflits liés aux viols et violences sexuelles et basées sur le genre. Les focus groups ont relevé selon leur importance, les conflits liés à l'abus du pouvoir, aux limites entre entités administratives, à l'abus de confiance, à l'exploitation et au pillage des ressources naturelles et des conflits sociaux liés aux groupes armés.

Les principaux acteurs cités en guise des parties prenantes à ces conflits sont les leaders des différents groupes ethniques (27 %), les chefs coutumiers (22%), les éleveurs et grands fermiers (11%), les responsables des groupes armés (7,3%) ainsi que diverses autres catégories d'acteurs dont les jeunes, les creuseurs artisanaux des minerais, certains éléments de la police nationale congolaise et des FARDC qui représentaient (8,8 %).

Dans ces différents types des conflits, les intérêts qui opposent les acteurs principaux ont été prioritairement, la lutte pour l'accès et l'exploitation de la terre (45,8%), la confirmation de l'identité ethnique (30%), la course et la compétition pour l'accès et l'exploitation des ressources naturelles (12%), la lutte pour l'accès au pouvoir (10,4%) et les autres raisons non exprimées représentent 7,3%.

Pour ce qui est des acteurs secondaires et tertiaires qui agissent généralement et exclusivement en informel par rapport aux conflits qui déchirent les communautés, la Chefferie en tant qu'entité territoriale et instance de prise de décision vient en tête de la liste (6,3%), certaines personnes originaires du milieu qui se sont enrichies et qui vivent en milieu urbain (2,6 %) et certains élus locaux et politiciens originaire du milieu ainsi qu'une certaine élite intellectuelle du milieu qui représentent 1%.

Les intérêts de ces acteurs secondaires et tertiaires sont généralement liés soit à la conquête du pouvoir telle que citée dans 31,3 % des cas ; la lutte et l'accès aux terres arables (30,7%), le gain des biens, l'extension des pâturages et l'accès aux ressources naturelles (28,9 %) ainsi que la sauvegarde des intérêts de leurs groupes ethniques (0,5%). D'autres intérêts relevés en focus group sont la redevance coutumière, et la lutte et la défense de l'identité ethnique. Parmi les raisons non exprimées par les acteurs mais qui sont connues par plus d'un enquêté sont successivement, la conquête et le souci de conserver le pouvoir et faciliter les alliances politiques ; la méconnaissance des conventions foncières (redevance), la suprématie économique, l'enrichissement individuel, la recherche de la popularité, les dividendes du désordre au profit de certains acteurs ainsi que la reconnaissance des droits fonciers.

D'un côté, les enquêtés ont souligné certains facteurs socioculturels qui favorisent les conflits, il s'agit de la discrimination ethnique (29,7%), la méfiance inter ethnique (21,9 %), la rivalité et l'incompréhension entre les leaders communautaires (9,4%), la scission entre les générations (7,3%), l'injustice sociale (7,3%) ainsi que la justice populaire (1,6 %). L'enquête qualitative a ajouté à cette liste, l'analphabétisme de la majeure partie de populations et le faible niveau d'instruction de dirigeants locaux. Les normes culturelles, us et coutumes, la divagation des bêtes, le souci de domination, la compétition dans l'accès aux ressources naturelles, la conquête et la conservation du pouvoir local, la compétition autour des grandes étendues de terres, la jalousie, la faible implication de l'Etat dans la gestion des conflits et l'absence de l'autorité de l'état dans certaines entités ont été cités comme étant des facteurs qui entrent dans la ligne de compte.

La lutte pour le pouvoir (23,4%), le déplacement des autorités locales du milieu rural vers le milieu urbain suite à une insécurité persistante (15,6 %), la mauvaise gouvernance (9,9 %), les manipulations politiciennes (8,3 %) ont été incriminés par nos enquêtés comme étant des facteurs politiques récurrent qui favorisent les conflits. Les autres aspects signalés qui rentrent dans cette optique ont été, la corruption, l'égoïsme, les préjugés, la culture de l'injustice et de l'illégalité, l'incompétence des dirigeants, la partialité dans la gestion des conflits.

L'ethnisme des confessions religieuses et la haine tribale entre les fidèles des différentes confessions religieuses (52,9 %), la faible harmonie entre idéologies ethniques et religieuses (7,3 %), la haine et la concurrence entre responsables des confessions églises à connotation ethnique (7,3 %), La torsion de l'évangile ainsi que l'existence d'un enseignement sans fondement biblique mais orienté vers les croyances et les valeurs culturelles à connotation ethnique (6,8 %) sont des facteurs socireligieux qui favoriseraient les conflits.

Concernant les facteurs économiques, la pauvreté qui frappe la majorité des habitants (24,5%), le chômage (15,1 %), l'accès et le contrôle des grandes étendues de terres pour les pâturages et l'élevage et jamais l'agriculture (10,9 %), l'incompréhensions entre les éleveurs et les agriculteurs (7,8 %), l'absence de crédits agricoles (6,8 %) ainsi que la divagation

et la destruction des cultures par les bêtes (7,3 %) ont été cités. Il a été démontré que la recherche à tout prix à accroître les recettes des ETD ainsi que les endettements, le faible revenu de ménages, le rendement des terres, l'absence des infrastructures sociales, l'orgueil et la mauvaise gouvernance des ressources naturelles sont des facteurs économiques sous-tendant les conflits.

De l'autre côté, les répondants à notre enquête ont noté l'existence des divers facteurs qui découragent et/ou défavorisent les conflits. Sur ce, certains facteurs sont socioculturels, socioéconomiques, politiques et d'autres sont religieux.

Concernant les facteurs socioculturels, les projets intégrateurs, les initiatives de développement qui donnent des alternatives de survie aux populations locales appauvries par les conflits (25 %), le renforcement de la collaboration entre ethnies et de la cohésion sociale à travers la mise en place de Barza intercommunautaires (7,8%), la valorisation des mécanismes traditionnels et communautaires de résolution pacifique des conflits (7,8%) ainsi que la promotion de la culture de dialogue communautaire et le renforcement des capacités de leaders locaux en gestion pacifique des conflits (7,8%) ont été relevés par les enquêtés. Des éléments tels que la promotion des échanges entre groupes ethniques, les activités religieuses inter œcuméniques, les échanges culturels et l'entente mutuelle ont été aussi soulevés comme étant des facteurs décourageant la culture de conflit.

Sur le plan politique, il s'agit d'abord de l'effectivité de l'autorité politique et administrative de l'Etat au niveau local (32,8%), de la tenue utile des réunions interethniques (32,3%) de préoccupations de restauration de la paix ainsi que le développement des politiques permettant de créer des emplois aux jeunes (7,8%), la capitalisation de la sagesse et des travaux communautaires.

Sur le plan religieux, il s'agit d'axer l'évangélisation sur l'amour du prochain et la cohésion sociale (41,1%) et le fait de s'activer dans la résolution pacifique des conflits à travers les médiations et la négociation (17,7 %). Les participants au focus group ont estimé que les visites des responsables des églises auprès de leurs fidèles (7,8 %) jouaient un rôle important dans le découragement des conflits.

La création des richesses (33,9%) et le fait de poser des actions sociales envers les autres (25,5 %) sont les deux éléments qui sont revenus plusieurs fois pour ce qui concerne les facteurs économiques. D'autres facteurs cités en focus group sont la redevabilité dans la gouvernance locale, la promotion d'une gouvernance impartiale ainsi que le décourageant des conflits par les autorités locales.

Les principaux acteurs qui interviennent dans la consolidation de la paix à la base sont, par ordre d'importance, les ONG (34,4%), les structures communautaires de paix (33,3%), les Initiatives locales de développement (16,7%). Les types d'activités développées par ces acteurs sont la sensibilisation à la paix (32,3%), la prévention des conflits (17,2%), l'éducation à la paix (16,7%), la médiation et réconciliation des parties aux conflits (16,1%), la formation sur la gestion des conflits (8,9%). Essentiellement la meilleure compréhension du contexte (25,5%), la capacité à restaurer la confiance entre les parties prenantes (24,5%), la promotion du dialogue social (16,1 %), la résolution des conflits (16,1%) ainsi que la prévention des conflits (8,9 %) sont les atouts que la population reconnaît à ces acteurs dans leur travail de consolidation de la paix. Néanmoins, leurs grandes faiblesses sont le fait que leurs projets sont de courte durée, de faible couverture géographique et se limitent aux zones d'accès géographique facile (24,5%). La pratique de la corruption, la partialité de certaines de leurs interventions et le fait qu'ils ne recrutent pas localement leur main d'œuvre, le faible suivi des acquis des activités autour de la transformation des conflits, le fait que leurs actions ne touchent pas les véritables acteurs de conflit (politiciens surtout) et la non réalisation des promesses faites aux acteurs acquis au changement ont été soulevés en focus group comme étant certaines de faiblesses qui caractérisent les acteurs de consolidation de la paix.

LES PRINCIPALES CONNAISSANCES EN RAPPORT AVEC LA GESTION DES CONFLITS

Concernant la gestion des conflits, les personnes interrogés ont déclaré connaître les techniques de tenue des réunions communautaires autour des plaintes des conflits (23%), les techniques de médiation et de négociation (22,9%), les astuces de conscientisation des parties prenantes au conflit (8,9%), l'interpellation des parties au conflit (7,8%), l'analyse du contexte et des conflits (7,8%) et dans 5,7% des cas, des astuces sur comment remettre l'entente entre les parties au conflit, la pacification, comment construire l'impartialité et la collaboration entre les parties au conflits. Ces enquêtés ont acquis ces connaissances à travers divers ateliers de formations, des séances de sensibilisation, d'information, d'éducation et de communication (52%). L'école formelle et les ONG intervenants dans le milieu en collaboration avec les structures communautaires de paix ont été citées, respectivement, à 45 % comme les grandes contributrices dans ce domaine. Les expériences n'ont formé les répondants que dans 1,6 %, la sagesse locale dans 1 % et les églises dans 0,5 % des cas. Néanmoins, les participants aux focus group ont déclaré connaître aussi, par essai et erreur, comment tenir les réunions avec

les parties prenantes au conflit, l'analyse du contexte et des conflits, les techniques d'écoute active des parties prenantes au conflit, la sensibilisation sur les conflits et le dialogue social. Les autres possibilités telles que comment endurer ou persévérer en situation difficile, comment combattre l'injustice et construire la vérité représentent le reste des réponses données en groupes de discussion. Les sources d'acquisition de ces connaissances citées en focus group ont été principalement l'essai erreur et la pratique et secondairement, l'éducation familiale, des échanges avec des tiers, l'enseignement sur le tas et l'information à l'église.

Pour accroître ou améliorer les connaissances en matière de gestion des conflits, les enquêtés estiment qu'il faudrait éduquer la population sur la consolidation de la paix ; la mise en place et l'appui des associations sans buts lucratifs visant à promouvoir la paix ; assurer la mobilisation et la sensibilisation à la paix ; mieux gérer les conflits et initier la population à la cohabitation pacifique et à la cohésion sociale. D'autres propositions ont été qu'il faudrait également impliquer et former les leaders des groupes ethniques et autorités coutumières sur la résolution, la transformation, gestion des conflits et la consolidation de la paix et promouvoir les échanges entre les populations et leaders ainsi que qu'initier un terrain d'expérimentation des techniques de résolution pacifique des conflits autour des intérêts communs.

LES PRINCIPALES CONNAISSANCES EN RAPPORT AVEC LA PROMOTION DE LA PAIX

En rapport avec la promotion de la paix, les enquêtés revendiquent connaître à hauteur de 29,2% de cas, comment construire et transformer positivement les conflits, à 23,5% de cas, comment inviter les gens à l'impartialité, à 14,6% de cas, comment solutionner les conflits, à 7,8% de cas, comment prendre distance avec les conflits et à 6,8% de cas, comment user du pardon pour promouvoir la paix. Les focus groups ont ajouté à ceci d'autres connaissances qui tournent autour de la culture de l'harmonie, du dialogue et de l'amour envers le prochain. Ces connaissances ont été apportées par les écoles (30,7%), divers ateliers de formations (29,2%), les sages du milieu, les expériences individuelles, les familles, les leaders locaux, les enseignements tirés de la coutume et des églises (9,9 %). Les participants aux groupes de discussions ont souligné que, les principales sources de ces connaissances sont leurs pratiques ou agissements de tous les jours, les formations sur le tas ainsi que les échanges, les conseils, le partage et les réunions avec les sages lors de séances de sensibilisations communautaires sur la cohésion sociale.

Concernant l'amélioration des connaissances en matière de promotion de la paix, nos enquêtés ont proposé la sensibilisation à la culture de la cohabitation pacifique, la cohésion sociale, la promotion du dialogue social, le renforcement de la collaboration intra et interethnique ainsi que l'éducation, l'information et la communication sur la paix.

LES PRINCIPALES ATTITUDES FACE À LA GESTION DES CONFLITS

Devant un même conflit, des personnes de diverses catégories affichent diverses attitudes. Il en a été le cas pour nos enquêtés qui ont déclaré avoir diverses attitudes devant un cas de conflit communautaire ou individuel. Ils ont soulevé en termes d'attitudes, le mécontentement (28%), le changement du milieu de vie (17,5%), l'enclage dans la haine interethnique et la méfiance intra et interethnique (16,1%), le recours à l'autodéfense locale et la séparation d'avec son ou ses antagonistes (11,2%). Ces différentes attitudes se justifient par la peur (33,3%), la perte des biens matériels (25,5%), le déplacement de la population par crainte d'être agresser physiquement (8,9%) ainsi que la négligence des uns et des autres/complexe de supériorité (8,3 %).

Lorsqu'il s'agit d'accompagner la gestion d'un conflit, nos enquêtés ont comme attitude principales, l'organisation des réunions avec les parties au conflit (24%), l'interpellation des parties au conflit (16,7%), la tenue des réunions mono-ethniques (8,9%) et l'invitation des parties au conflit à l'impartialité et à la tolérance (8,3 %).

Les groupes de discussion ont révélé en particulier certains facteurs qui dictent les attitudes de la population devant un cas de conflit, ils ont cité entre autre, l'absence de fréquentation ou d'une franche collaboration entre les groupes ethniques, l'injustice sociale dans l'organisation des travaux communautaires imposés à la population par l'autorité coutumière, la faible implication de l'Etat dans la gestion des conflits, l'incapacité des autorités locales à gérer les conflits, la présence et l'affrontement des groupes armés mono ethnique, l'absence de confiance dans les autorités, l'injustice dans la répartition des richesses locales et l'inégalité dans la gestion et l'exploitation des ressources naturelles, collaboration sociale fondée sur des origines ethniques, la corruption qui caractérise la justice .

Par contre, les enquêtés pensent que les facteurs socioéconomiques et politiques ci-après décourageraient cette multitude d'attitudes, il s'agit du dialogue social permanent entre les ethnies, le contrôle social équilibré au sein de la population, la résistance de la population à toute manipulation, renouvellement de la confiance aux autorités locales, la restauration de l'autorité de l'Etat dans la gestion des conflits, une bonne gouvernance des ressources naturelles et

l'éradication totale de groupes armés surtout mono ethnique. La présence d'une culture l'inclusion, l'exercice responsable du pouvoir coutumier, la présence des institutions judiciaires fiables auxquelles on peut se référer et le fait d'avoir déjà une connaissance en matière de gestion de conflit ont été cités sur la liste des facteurs pouvant décourager les attitudes négatives de gestion des conflits.

LES PRINCIPALES ATTITUDES FACE À LA PROMOTION DE LA PAIX

Dans une situation de conflits chroniques comme c'est le cas de notre milieu de recherche, 26,1 % des enquêtés ont déclaré demeurer dans l'inquiétude, le mécontentement et l'angoisse alors que 24 % se déplacent du milieu où la paix est perturbée vers un lieu stable pour contribuer à la promotion de la paix. 16,7 % se méfient de ce qui se passe et pensent qu'ils n'ont pas à faire dans la consolidation et la promotion de la paix alors que 7,8 % font recours à l'autodéfense locale pour faire régner un climat de paix ou contribuer au rétablissement de la paix. Les facteurs particuliers qui encouragent ces attitudes négatives à la promotion de la paix sont la peur de perdre des biens matériels, la haine tribale, l'insécurité permanente, la présence de milices à caractère ethnique qui se transforment en autodéfense locale pour protéger les intérêts de leurs ethnies et l'absence dans la plupart des habitants d'une culture de paix.

Les groupes de discussion ont montré qu'il y a d'une part certaines personnes qui recouvreraient au pardon mutuel si les déplacés internes et les réfugiés rentrés dans leur milieu d'origine alors qu'il y a d'autre part, certains habitants qui seraient contents que le climat de conflits demeure et qu'il n'ait pas promotion de la paix. Eventuellement, pour profiter d'une telle situation pour se régler les comptes ou alors observer une situation de nivellement des conditions de vie. Le repli sur leurs communautés ethniques, le dénigrement, l'association en petits groupes de réflexion et l'extrémisme, le sentiment de haine et d'agressivité sont autant d'attitudes négatives manifestées par certains habitants qui bloquent la promotion de la paix. Ils ont également soulevé, qu'il y a une petite frange de la population fournirait des efforts pour renforcer la cohésion sociale, la résolution des conflits identifiés et consolider la paix en guise de contribuer à promouvoir la paix dans la communauté.

Quant aux facteurs qui décourageraient ces attitudes négatives, les enquêtés ont noté une bonne collaboration entre les groupes ethniques, la promotion de la culture de pardon mutuel et de partage entre les groupes ethniques, appropriation et implication des autorités locales dans les mécanismes de gestion des conflits et promotion de la paix, l'encouragement et l'activation des mécanismes définis dans le processus de retour des déplacés internes et des réfugiés dans leur milieu d'origine ainsi que la promotion d'une culture de dialogue social permanent. La promotion de la cohabitation pacifique, l'éducation à la paix et la promotion des associations locales travaillant dans le domaine de la consolidation de la paix ont été cités parmi les facteurs qui contribueraient à la lutte contre les attitudes négatives qui bloquent la promotion de la paix.

LES PRINCIPALES PRATIQUES DE LA POPULATION EN RAPPORT AVEC LA GESTION DES CONFLITS

En matière de gestion des conflits, souvent les connaissances et les attitudes de la population ne dictent pas ses pratiques. Les réponses de nos enquêtés ont montré qu'en cas de conflit communautaire, les principales pratiques sont le déplacement/fuite du milieu concerné par le conflit vers le milieu non concerné (25,5%), l'écoute active des parties (autre partie) en vue d'un dialogue pour réparer (17,2%), la formation des blocs/camps pour constituer une force, une alliance (15,6%), les lamentations et mécontentement et le recours à la médiation/conciliation (8,9%), le recours à la conscientisation des parties prenantes au conflit (7,8%). Et en cas des conflits non communautaires, les pratiques donnent priorité à l'interpellation des parties prenantes au conflit (32,8%), à la médiation (24,5%), à la conscientisation des parties prenantes (17,2%), à l'écoute des prochains/témoins (8,9%) et à l'analyse du contexte et des conflits (8,3%). Les groupes de discussion ont souligné principalement la confrontation comme méthode violente, à l'accommodation comme méthode de soumission et à la collaboration et au compromis comme méthodes non violentes et cela en fonction des circonstances et du moment.

De ces pratiques, notons que certaines sont négatives et d'autres restent à encourager. Pour celles qui encouragent la gestion pacifique de conflits, nos enquêtés ont soulevé qu'elles sont favorisées par la collaboration entre les groupes ethniques et la cohésion sociale, la promotion des mariages mixtes/interethniques, la promotion de la culture de dialogue social, l'implication effective de l'autorité dans la gestion pacifique des conflits, de capitaliser la présence des églises pour atteindre les populations en vue de véhiculer les messages de pacification et de cohabitation sociale. Les enquêtés ont par contre souligné, l'absence de collaboration entre les groupes ethniques, le tribalisme, la méfiance entre les groupes ethniques, l'absence de confiance entre les groupes ethniques, la culture de suspicion entre les groupes ethniques, la présence des églises à connotation ethnique, la corruption et la manipulation identitaire et politicienne comme étant des éléments qui découragent les bonnes pratiques de gestion des conflits.

Pour promouvoir les bonnes pratiques de gestion des conflits, il faut intensifier la sensibilisation à résolution, la gestion et la transformation des conflits, investir dans l'éducation, l'information et la communication pour le changement de comportement en matière de consolidation de la paix et dans la promotion de mécanisme de gestion pacifique de conflits à travers la médiation/conciliation et la négociation ont t ils souligné nos enquêtés.

LES PRINCIPALES PRATIQUES DE LA POPULATION EN RAPPORT AVEC LA PROMOTION DE LA PAIX

Nos enquêtés ont montré que les pratiques de la population en matière de promotion de la paix ont été la promotion de la cohabitation pacifique (25%), la résolution des conflits (25%), le rapprochement des parties prenantes au conflit (17,2%) , l'écoute des parties au conflit (8,9%), la sensibilisation à la paix (8,3%) et la promotion du dialogue social (7,8%). Les focus group ont souligné la promotion de la culture de cohésion sociale, de la cohabitation pacifique, du dialogue social et de la résolution pacifique des conflits.

Nos enquêtés ont montré que tant qu'il y aura, la discrimination dans les travaux communautaires imposés par les autorités coutumières, la méfiance inter ethnique, l'absence de l'amour envers le prochain, l'absence de la transparence dans la justice, le désintéressement des autorités à la promotion de la paix, la lutte pour le pouvoir, le non-retour des déplacés interne et des réfugiés dans leurs milieux d'origine, l'absence de la culture de dialogue social et l'absence d'une bonne collaboration entre les dirigeants et les dirigés, la promotion de la paix connaîtra toujours de problème et ne sera pas effective. Pour améliorer les pratiques en faveur de la promotion de la paix, nos enquêtés ont suggéré qu'il faut nécessairement la sensibilisation à cohabitation pacifique et à la cohésion sociale, la mise en place d'un cadre permanent de dialogue social, de résolution, de gestion, de transformation et de prévention des conflits au sein de communautés.

4 DISCUSSION

LES PRINCIPAUX CONFLITS, LES ACTEURS AINSI QUE LEURS INTÉRÊTS

Dans notre étude, ce sont des conflits fonciers qui coiffent la liste des conflits communautaires, suivi des conflits identitaires, des conflits socioéconomiques et des conflits liés aux viols et violences sexuelles et basées sur le genre. Les conflits liés à l'abus du pouvoir, aux limites entre entités administratives, à l'abus de confiance, à l'exploitation et au pillage des ressources naturelles et des conflits sociaux liés aux groupes armés ont complété la liste des conflits selon nos répondants. Les résultats de notre étude viennent corroborer ceux obtenus par des études réalisées en territoire de Masisi par d'autres chercheurs [3], [4],[8], [11]. Ces études ont prouvé que les conflits fonciers occupaient la première place suivis des conflits identitaires.

En groupement Kamuronza comme dans le reste des groupements du territoire de Masisi, les conflits fonciers et identitaires sont intimement liés et font partie de la trilogie (terre, identité et pouvoir) qui est l'épine au talon des habitants de cette entité [3], [12], [13].

Quand nous regardons les principaux acteurs dans ces conflits tels que cités par nos enquêtés, il ressort très clairement que les conflits fonciers et identitaires sont les principales préoccupations qui déchirent la population. Les leaders des différents groupes ethniques, les chefs coutumiers, les éleveurs et grands fermiers comme acteurs principaux aux conflits ont été également cités dans d'autres études [14],[15],[16]. Le rôle des uns et des autres d'entre ces acteurs dans l'activation des conflits fonciers et identitaires n'a fait que confirmer le résultat de cette étude. Concernant les intérêts qui opposent les acteurs principaux à ces conflits, notre étude a souligné la lutte pour l'accès et l'exploitation de la terre, la confirmation de l'identité ethnique, la course et la compétition pour l'accès et l'exploitation des ressources naturelles et la lutte pour l'accès au pouvoir. Ces intérêts tels que cités selon leur importance rejoignent les principaux acteurs aux conflits et prouvent en suffisance que les conflits fonciers et identitaires restent d'actualité tels qu'ils l'ont été depuis les années 1970 dans cette entité [3],[11],[17], [18].

LES CONNAISSANCES EN MATIÈRE DE GESTION DES CONFLITS ET DE PROMOTION DE LA PAIX

Les résultats de notre étude ont montré que les connaissances en matière de gestion des conflits et promotion de la paix telles que acquises à travers les enseignements scolaires et diverses formations donnent l'impression que leur contenu (techniques de tenue des réunions, de médiation, de conscientisation, d'interpellation et d'analyse des conflits) se rapporte à la non-violence, aux aspects liés à la moralité, au civisme et se limite au niveau des conséquences et des acteurs visibles et ne semblent pas montrer comment prévenir les conflits et creuser les causes profondes des conflits. Même si les connaissances en rapport avec l'analyse des conflits ont été identifiées, il est possible qu'elles ne soient pas suffisantes. Aussi, il se dégage

que les domaines de connaissances restent généraux alors que les conflits identifiés dans les milieux sont très spécifiques et concernent le foncier et l'identité. Il a été prouvé dans trois études menées en territoire de Masisi que les connaissances des populations locales en matière de gestion des conflits étaient insignifiantes et n'avaient rien à faire avec les types de conflits qu'elles connaissaient [18],[19],[20], [21], [22],[23],[24]. Ceci rencontre les conclusions de notre étude qui jugent les connaissances de nos enquêtés d'être trop générales et insignifiantes en regardant leurs réponses.

LES ATTITUDES FACE À LA GESTION DES CONFLITS ET PROMOTION DE LA PAIX

Notre étude montre que les attitudes de nos enquêtés sont généralement négatives et prédisposent à la fuite, à l'ignorance qu'à la résolution des conflits en cours ou alors à la résignation. Lorsque ce n'est pas le cas, ils sont disposés à être agressifs. Ceci semble être dû à la peur de perdre les biens matériels, au sentiment d'être abandonné par ceux-là même qui auraient dû intervenir pour améliorer le cadre de vie (les autorités locales, leaders des groupes ethniques, chefs de confessions religieuses.) ainsi que la peur face au passé macabre et à la croyance à la fatalité. Ces mêmes attitudes face à la gestion des conflits et promotion de la paix ont été trouvées au sein de la population du territoire de Masisi par d'autres études menées par des chercheurs [14],[15],[16], [19], [20],[21],[23]. Ces mêmes études ont soutenu que la mauvaise évangélisation et l'absence de modèle chez les leaders religieux, la mauvaise gouvernance locale, le dysfonctionnement des services publics clés concernés par les conflits (cours et tribunaux), l'abus de l'autorité coutumière, l'insécurité généralisée sont des facteurs encourageant les attitudes susmentionnées.

Il est ressorti également dans notre étude que l'église, qui est un acteur de socialisation par excellence, semble aussi trouver de l'intérêt et de l'espace dans le conflit identitaire au lieu d'aider la population à construire des attitudes positives à la gestion et à transformation des conflits, elle se présente comme facteur de division par excellence car étiquetée d'avoir une connotation ethnique.

LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GESTION DES CONFLITS ET DE PROMOTION DE LA PAIX

Les réponses de nos enquêtés ont souligné principalement la confrontation comme méthode violente, l'accommodation comme méthode de soumission et la collaboration et le compromis comme méthodes non violentes comme pratiques de gestion des conflits. Le déplacement/fuite du milieu concerné par le conflits vers le milieu non concerné, l'écoute active des parties en vue d'un dialogue pour réparer, la formation des blocs/camps pour constituer une force/alliance, les lamentations et mécontentement et le recours à la médiation/conciliation sont ressorties également sur la liste des pratiques de nos enquêtés. Un accent a été mis sur la résignation et la fuite, l'éloignement du milieu du conflit, éventuellement pour s'écarter des représailles possibles et ce, au regard des pertes en vies humaines et en matériels jadis enregistrés pour des cas corollaires dans notre milieu d'étude. Les mécanismes d'alerte précoce maintiennent malheureusement les populations dans une peur bleue et les poussent curieusement et le plus souvent à la fuite au lieu de les aider à mieux suivre l'évaluation des conflits éventuels et y apporter des solutions appropriées. Ce qui n'a pas été cité dans cette étude alors qu'elle est l'une de solutions qui pouvaient minimiser la fuite lors de déclenchement des hostilités dans la communauté. Et c'est ce qui fait que toutes les autres pratiques liées à la médiation ou la résolution des conflits ne viennent que longtemps après, soit que la fuite n'a pas été porteuse, soit que la fuite n'a pas été possible. Ces pratiques sont beaucoup plus liées au fait que le tribalisme a tellement divisé les populations que la perte de confiance est assez grande. Cette situation a été aussi mentionnée dans les résultats des études menées au Nord Kivu sur la question des conflits entre les groupes ethniques [8], [11],[25], [26],], [27].

Cette situation devient beaucoup plus complexe lorsque l'on sait que l'Etat est quasiment absent et inefficace sur le terrain et que les leaders locaux (coutumiers, administratifs, ethniques et religieux) sont aussi parties prenantes aux conflits entre groupes ethniques, ne sachant plus prendre distance aux conflits pour mieux administrer la justice et faciliter la cohésion sociale.

5 CONCLUSION

Devant une situation des conflits chroniques en groupement Kamuronza où plus d'un acteur n'a pas réussi à contribuer à l'amélioration du niveau de connaissances, des attitudes et des pratiques de la population en matière de gestion des conflits et promotion de la paix, la solution à cette crise requiert de trouver une issue à la question identitaire, du pouvoir et des conflits fonciers. Des insuffisances ont été notés dans les connaissances et pratiques des habitants en matière de gestion de conflit et de la promotion de la paix. Des attitudes négatives ont aussi été notées. Parmi les stratégies de sortie de cette crise, des actions communautaires concertées en faveur de la paix mettant l'homme concerné par ce conflit au centre de toutes les

interventions à faire. Le principe de vérité et réconciliation à travers un dialogue social exploitera les déterminants de ces conflits et des moyens de leur prévention.

REMERCIEMENTS

De prime abord, nous adressons un vibrant remerciement à toutes les autorités politico-administratives et coutumières du territoire de Masisi pour leur collaboration de la réalisation de ce travail. La population qui a accepté de revisiter son passé et envisager leur futur sous un nouveau jour est vivement remerciée pour sa disponibilité aux travaux de focus groups.

REFERENCES

- [1] Janson Stearns, Institut de la Vallée du Rift, Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo, 2012, pp53.
- [2] *Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilité*, Pour la République Démocratique du Congo Rapport Trimestriel d'octobre à décembre 2010.
- [3] Pieter V., Life & Peace Institute, Pour que les Bashali fument le calumet de la paix, Rapport de Recherche Action Participative sur les conflits inter-paysans en Chefferie des Bashali (Masisi RDC), Série des Grands Lacs, Life & Peace Institute 2014.
- [4] FURAHA A. (2008) "Les Causes de la Crise Actuelle à l'Est de la République Démocratique du Congo : Etat des Lieux," *Journal of African Conflicts and Peace Studies*: Vol. 1: Iss. 1, Article 6. pp56.
- [5] VLASSENROOT K. *Violence et constitution de milices dans l'Est du Congo : Le cas des MA YI-MAY*, in REY NT JENS P. et MARY SE S., *L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2001-2002, 296p.
- [6] SHYAKA A. *La résolution des conflits en Afrique des Grands Lacs. Revue Critique des mécanismes Internationaux*, éd. UNR. 2004 ;247p.
- [7] MAPPA S. *Les deux sources de l'exclusion. Economique et replis identitaires*, Paris, Karthalla. 1993 ; 379p.
- [8] MORVAN H. et al, *la paix à petit pas : inventaire et analyse des pratiques locales de paix à l'est de la RDC, cas du Nord et Sud Kivu, Rapport de la recherche ; Novembre 2010.*
- [9] HUMAN RIGHTS WATCH. *Nouvelle crise au Nord Kivu*, volume 19, N°17 (A), octobre 2007 ;102 p.
- [10] LABAMA LOKWA B. *La prévention des crises et l'instauration d'une paix durable en R.D.C.* éd. de l'institut pour la Démocratie et le Leadership Politique, Kinshasa. 2002, 210 p.
- [11] BUCYALIMWE S. «Le Nord-Kivu au coeur de la crise congolaise», in REYNTJENS P. et MARYSE S., *L'Afrique des Grands Lacs*, Annuaire 2001- 2002, Paris, L'Harmattan, 296p.
- [12] MORVAN H. et al. Réinventer le quotidien, la cohabitation des populations civiles et les combattants Mai Mai au Kivu, Life & Peace Institute 2004
- [13] AUTESSERRE S. *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding.* Cambridge: Cambridge University Press, 2009.
- [14] BUCYALIMWE S. «Land, Power and Ethnic Conflict in Masisi (Congo Kinshasa) », *International Journal of African Historical Studies* 30/3 (1997): 503-538. Chrétien, Jean-Pierre. *L'Afrique des Grands Lacs : deux mille ans d'histoire.* Paris: Aubier, 2000.
- [15] HUGGINS C., *Land, Power and Identity: Roots of violent conflict in Eastern DRC.* Londres: International Alert, 2010.
- [16] MUHONGYA J.M. «Rôle et efforts de la société civile dans la résolution des conflits», *Dialogue* 192 (1996), 48.
- [17] MUGANGU S. «La crise foncière à l'Est de la RDC». *L'Afrique des grands Lacs : Annuaire 2007–2008* (Paris: L'Harmattan, 2008): 385-414.
- [18] MURARIRI M., *Les Bahunde aux pieds des Volcans Virunga.* Paris: L'Harmattan, 2005.
- [19] PABEL JP. «La question de la nationalité au Kivu», *Politique Africaine* 41 (1990): 33-4.
- [20] KOEN V. «Land and Conflict: The Case of Masisi». Dans Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers (éds.), *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo.* Gand: Academia Press, 2004.
- [21] KOEN V. «Violence et constitution de milices dans l'Est du Congo: le cas des Mai- Mai». *L'Afrique des Grands Lacs: Annuaire 2001-2* (Paris: L'Harmattan, 2002): 115-152.
- [22] KOEN V., et al, «Land, Migration and Conflict». Dans Chris Huggins et Jenny Clover (éds.) *From the Ground Up: Land Rights, Conflict and Peace in Sub-Saharan Africa.* Pretoria: ISS, 2005: 115-194.
- [23] KOEN V, et al. «Kivu's Intractable Security Conundrum». *Affairs* 108 (2009): 475-484.
- [24] RUSAMIRA E., « La dynamique des conflits ethniques au Nord-Kivu : une réflexion prospective », *Afrique contemporaine* 2003/3 no 207, p. 147-163.

- [25] MATHIEU P. *et al.* "Enjeux fonciers et violences en Afrique : la prévention des conflits en se servant du cas du Nord-Kivu (1940-1994)", *Réforme agraire*. 1998 ; n° 2, p. 33-42.
- [26] POUTIER R. "La guerre au Kivu : un conflit multidimensionnel", *Afrique contemporaine*, numéro spécial "L'Afrique face aux conflits". 1996 ; n° 180, octobre-décembre, p. 15-38.
- [27] RUSAMIRA E. "Mouvements de réfugiés en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs : causes profondes et impacts dans les principaux pays d'origine", *Migrations Société*, vol. 14, n° 83, septembre-octobre 2002, p. 41-62.